

Vincent de Coorebyter
Vers une circonscription nationale ?
Le Soir, 16 janvier 2007, p.17

Ces derniers jours, une idée vient de franchir un cap en recevant le soutien de trois personnalités politiques de poids : d'une part Herman De Croo et Patrick Dewael, d'autre part Elio Di Rupo. L'idée en question est portée par un groupe d'intellectuels nommé Pavia, et figure par ailleurs au programme d'Ecolo. Elle consiste à créer une circonscription électorale, pour l'élection de la Chambre, couvrant l'ensemble du territoire de la Belgique et dépassant ainsi les frontières linguistiques.

Pour ses partisans, la création d'une telle circonscription nationale conduirait les responsables politiques flamands et francophones à s'intéresser davantage aux électeurs de « l'autre » communauté. Les candidats francophones qui se présenteraient dans cette circonscription devraient aussi séduire l'électorat flamand, et vice-versa, ce qui les obligerait à tenir compte de la sensibilité, de la situation et des aspirations de cet électorat. La connaissance réciproque entre communautés serait renforcée, tandis que les partis, pour avoir des chances de décrocher le plus de sièges possible dans cette circonscription nationale, devraient éviter de vexer ou d'inquiéter l'autre communauté par leurs projets ou leurs déclarations.

On peut juger l'idée minimaliste voire cynique, et regretter qu'on envisage, pour ressouder les deux principales communautés nationales, d'en appeler à l'intérêt bien compris des partis.

Mais dans la mesure où il s'agit de convaincre les responsables politiques d'adopter une réforme électorale, il est de bonne guerre et sans doute nécessaire de leur donner des raisons d'aller dans la direction qu'on leur propose. Et c'est précisément parce que l'intérêt des partis entre aussi en ligne de compte que ce projet, s'il est rarement dénoncé, pourrait rencontrer de grands obstacles et n'être jamais adopté.

Jusqu'à la semaine passée, l'affaire semblait entendue : aucun responsable politique flamand de poids n'avait défendu l'idée du groupe Pavia. Si certains la jugeaient sympathique, le scepticisme dominait, en particulier de la part de Johan Vande Lanotte qui, à regret, la jugeait impossible, totalement irréaliste, dans un pays aussi bipolaire que la Belgique. Or une telle réforme ne peut évidemment pas s'opérer sans l'accord des Flamands...

Le ralliement du président de la Chambre et du ministre de l'Intérieur, tous deux VLD, à cette idée de réforme constitue donc peut-être un tournant. Il reste que de fortes résistances pourraient subsister en Flandre, pour deux motifs distincts.

Le premier est que si le diagnostic qui sous-tend l'idée est exact, à savoir que le fossé est devenu béant entre Flamands et francophones, le remède pourrait être hors de portée, car il faut vouloir recréer des liens entre les deux communautés pour adopter cette réforme – or c'est précisément le faible attachement à ces liens qui motive cette mesure... En d'autres termes, ce qui rend cette réforme attirante, voire indispensable, pour ses partisans, est aussi ce qui la rend fragile et peut-être inaccessible : l'avenir dira s'il n'est pas déjà trop tard.

Le second motif de résistance, du côté flamand, pourrait résider dans le fait qu'une circonscription nationale permettrait à des francophones installés en Flandre de voter pour des partis francophones, ce qui ressemblerait à un super B-H-V, à l'extension de la circonscription bilingue de Bruxelles-Hal-Vilvorde à l'échelle de tout le pays. Ce n'est en rien, faut-il le dire, l'intention des défenseurs de la circonscription nationale. Mais les deux dossiers risquent fort d'interférer, ou de devenir les termes d'un troc qui ne ferait pas forcément que des gagnants s'il devait servir à vaincre les résistances flamandes : scindons Bruxelles-Hal-Vilvorde en échange de la création d'une circonscription nationale... Encore une fois, le débat n'est pas

posé en ces termes à l'heure actuelle, mais s'il devait s'approfondir il pourrait prendre ce genre de contours.

Tout ceci, on l'a vu en commençant, n'a pas empêché l'idée de rebondir ces derniers jours en gagnant de nouveaux partisans. Mais il est frappant de constater qu'elle connaît un regain d'intérêt juste au moment où, après avoir envisagé de permettre à nouveau aux ténors politiques d'être candidats à la fois à la Chambre et au Sénat, le gouvernement fédéral a renoncé à réintroduire la double candidature. Or une circonscription nationale, pour ceux qui pourraient profiter de leur notoriété dans l'ensemble du pays (ce qui est le cas de Patrick Dewael, Herman De Croo et Elio Di Rupo), serait une alternative intéressante à une candidature limitée à la Chambre ou au Sénat... Il faudra donc attendre un peu pour vérifier si ces ténors sont suivis par leur parti, ou si dans certains cas l'intérêt du parti dans son ensemble conduira à refuser la circonscription nationale.

Car il reste un autre obstacle encore, le plus décisif : l'instauration d'une circonscription nationale exige de réviser l'article 63 de la Constitution, donc de réunir une majorité des deux tiers au Parlement fédéral. Faisons au préalable l'hypothèse que la proposition aille au bout de sa logique, et qu'elle interdise le dépôt de listes bilingues dans une telle circonscription. Il serait en effet trop facile, pour les partis unis sur une liste bilingue, de déléguer leurs candidats flamands pour séduire l'électorat flamand pendant que leurs candidats francophones feraient campagne auprès des francophones : l'idée proposée n'a de sens que si elle contraint des francophones à faire campagne en Flandre et vice-versa. A supposer, donc, que l'on n'admette que des listes unilingues, on peut se demander si trois des plus importants partis ne risquent pas de voter contre et de rendre ainsi la majorité des deux tiers inaccessible.

Quel appui, en effet, escompter du CD&V, dont l'allié séparatiste N-VA devrait logiquement s'opposer à une circonscription nationale ? Même abstraction faite de son cartel avec la N-VA, pourquoi le CD&V accepterait-il de s'affaiblir en se présentant à Bruxelles et en Wallonie, régions dans lesquelles les chrétiens sont traditionnellement moins forts qu'en Flandre, et où le profil communautaire pointu du CD&V a peu de chances de séduire les francophones à l'heure actuelle ?

Symétriquement, et même si Rudy Demotte et Jean-Claude Van Cauwenberghe ont aussi marqué de l'intérêt pour une circonscription nationale, il n'est pas acquis que le PS ira jusqu'à adopter cette réforme après réflexion interne. L'électorat socialiste est en effet moins important en Flandre qu'en Wallonie et à Bruxelles, et l'image du PS, dans l'immédiat en tout cas, est ternie au nord du pays par les événements qui ont marqué l'opinion depuis le déclenchement du scandale de la Carolo.

Si le CD&V et le PS votaient contre (ce qui n'est bien entendu qu'une hypothèse), la réforme ne pourrait être adoptée, dans l'état actuel des forces politiques, qu'avec l'appui ou l'abstention bienveillante du Vlaams Belang. Lequel aurait, idéologiquement, toutes les raisons de s'y opposer, mais pourrait être tenté, s'il s'avérait que le sort de la réforme dépend de son vote, d'en favoriser l'adoption, provoquant ainsi une spectaculaire rupture du cordon sanitaire... Ce scénario repose sur une série d'hypothèses et n'est donc en rien une prédiction, mais tout ce qui précède suggère à tout le moins que l'idée de circonscription nationale pourrait être plus difficile à mettre en pratique qu'il n'y paraît aujourd'hui.

Vincent de Coorebyter
Directeur général du CRISP